

LE DOSSIER

5

RDC, la guerre vue d'en bas

COORDONNÉ PAR RICHARD BANÉGAS
ET BOGUMIL JEWSIEWICKI

INTRODUCTION AU THÈME

VIVRE DANS LA GUERRE

IMAGINAIRES ET PRATIQUES POPULAIRES
DE LA VIOLENCE EN RDC ¹

Depuis 1996, et surtout depuis la deuxième offensive d'août 1998, les habitants du Congo, ex-Zaïre, sont victimes d'un conflit qui, *a priori*, les dépasse. Ils tentent, tant bien que mal, de survivre à une guerre menée par d'autres, par des puissances extérieures prédatrices² qui se disputent le contrôle des gigantesques ressources minières d'un pays déjà mis en coupe réglée par les caciques de l'ère Mobutu et du bref régime Kabila. Telle est désormais l'interprétation dominante, en vigueur dans les médias et les milieux académiques, mais aussi dans le champ politique congolais où la thématique de l'aliénation et la dénonciation martiale des ingérences extérieures fédèrent un fort (res)sentiment nationaliste qui tient lieu de projet d'avenir.

1. Bogumil Jewsiewicki dédie ce dossier à son ami Jean Bazin, disparu brutalement le 12 décembre 2001.

2. Principalement l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi d'un côté, qui soutiennent les rébellions armées, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie de l'autre, qui appuient le gouvernement de Kinshasa. D'autres pays, limitrophes ou non du Congo, sont également intervenus de manière directe ou indirecte dans cette guerre : Tchad, Soudan, Libye, Centrafrique, Afrique du Sud, etc. Sans compter les pays occidentaux ou les réseaux extra-africains qui, par le biais de compagnies privées, sont aussi partie prenante de l'économie de pillage congolaise. Pour plus de précisions, voir les deux rapports établis en mai et novembre 2001 par le panel des Nations unies sur le pillage des ressources du Congo, disponibles sur Internet.

Mais les Congolais sont-ils vraiment étrangers à cette guerre des autres ? Comment perçoivent-ils ce conflit et les principaux belligérants ? Comment vivent-ils, tout simplement, dans cette guerre qui s'enkyste ? Dans quelle mesure la violence – politique, économique et sociale – influence-t-elle les comportements individuels, les rapports de voisinage et les équilibres sociaux ? Modifie-t-elle les itinéraires d'accumulation économique et les imaginaires politiques ? Donne-t-elle naissance à de nouveaux référents moraux, à de nouvelles figures de la réussite sociale qui pourraient témoigner de glissements dans les économies morales du pouvoir légitime³ ? C'est à ces questions, rarement posées, que tente de répondre le présent dossier. Pour y parvenir, il entend aborder la guerre en RDC par « le bas », en restituant la parole des citoyens ordinaires de Kinshasa, de Kisangani, de Kindu ou de Bukavu, en prêtant attention aux tactiques que chacun déploie au quotidien pour vivre dans la guerre. Il se fonde sur l'hypothèse méthodologique que pour comprendre la « popularisation » croissante de la violence en RDC⁴, il faut rendre compte de ces « microprocédures », de ces « arts de faire » du quotidien, qui sont autant de manières de « faire avec⁵ » la guerre.

À l'heure où l'on tente, avec difficulté, de mettre sur pied un « dialogue intercongolais » sous l'égide de la communauté internationale, il nous a paru important de revenir, trois ans après un premier dossier consacré aux « deux Congo dans la guerre⁶ », sur un conflit qui est considéré par certains comme la « première guerre continentale africaine ». Non pas pour faire le point sur une conjoncture politico-militaire par nature fluctuante, mais pour comprendre comment les Congolais eux-mêmes se positionnent par rapport à celle-ci, comment ils la vivent et la perçoivent. Plutôt que de fournir une énième interprétation géostratégique du conflit congolais, il s'agit ici d'analyser les médiations sociales et les rationalités locales⁷ à l'œuvre dans cette guerre prétendument « westphalienne » où s'affrontent des stratégies de puissances régionales.

On verra ainsi que les « en-bas-du-bas », même s'ils perçoivent cette guerre comme étrange et lointaine, ne restent pas complètement étrangers à celle-ci ; ils l'investissent à leur manière, avec leurs propres rationalités, prenant parfois leur revanche sur le sort par l'exercice de la violence, fût-elle ritualisée et mise en scène comme dans les rues de la capitale en août 1998 (voir les contributions de G. de Villers et J. Omasombo Tshonda sur la guerre de Kinshasa, et celle de A. Maindo Monga Ngonga sur « Kin » et Kisangani). La guerre est aussi, pour certains groupes sociaux marginalisés, une occasion de renégocier leur statut et leur accès aux ressources. C'est le cas des jeunes et autres « cadets sociaux » qui, en prenant les armes, modifient les équilibres sociaux et les rapports d'hégémonie locaux (voir la contribution de F. van Acker et

K. Vlassenroot sur les *maï-maï*), ou des « creuseurs » de coltan du Kivu qui tirent profit de l'économie de pillage mise en place par les belligérants (voir la contribution de S. Jackson), voire des associations dites de la « société civile » qui tentent de se repositionner dans l'espace public à la faveur du dialogue intercongolais (voir l'article de J.-F. Ploquin). Mais aborder le conflit en RDC sous le seul angle de l'économie politique ou d'une approche instrumentaliste centrée sur les stratégies opportunistes de quelques acteurs serait par trop réducteur. Pour une immense majorité, en effet, la guerre n'est pas une opportunité, c'est d'abord et avant tout une incommensurable malédiction, comme l'attestent le récit des réfugiés fuyant les violences de l'Est (voir le récit de J. Kabulo) ou les dessins d'enfants du Maniema publiés à la suite du témoignage de Léonard N'Sanda Buleli. Analyser le conflit en RDC par « le bas », c'est aussi tenter de rendre compte, concrètement, des multiples facettes et des ambivalences fondamentales de cette guerre.

Ce dossier a été élaboré dans l'urgence, en quelques semaines, au moment où se préparait le dialogue intercongolais. Dans un domaine aussi mouvant et complexe que peuvent l'être les pratiques et les imaginaires populaires de la violence, il ne prétend évidemment pas à l'exhaustivité ; il vise surtout à fournir un autre éclairage – par effet de « zoom » – à un conflit perçu essentiellement à travers le prisme des rivalités internationales. On ne saurait par ailleurs prétendre que l'intérêt des chercheurs traduit fidèlement la réalité vécue par les acteurs. Il n'est en revanche pas faux de considérer qu'il y a, d'une part, un lien entre les deux et que, d'autre part, l'intérêt des chercheurs reflète également celui de la communauté internationale. Aussi ténus que ces liens puissent être, faute de pouvoir procéder à un meilleur sondage, servons-nous de l'indicateur dont nous disposons pour relever deux points d'ordre politique, et un autre de nature plutôt épistémologique.

3. Interrogations qui prolongent, dans un contexte de guerre, une problématique élaborée dans un précédent dossier de *Politique africaine*, « Figures de la réussite et imaginaires politiques », n° 82, juin 2001.

4. Pour une comparaison avec le Congo-Brazzaville voisin, voir R. Bazenguissa-Ganga et P. Yengo, « La popularisation de la violence au Congo », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999.

5. Voir M. de Certeau, *Arts de faire. L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990, p. 50.

6. Voir « Les deux Congo dans la guerre », dossier coordonné par P. Quantin, *Politique africaine*, n° 72, décembre 1998.

7. Sur cette approche, voir R. Marchal, « Atomisation des fins et radicalisme des moyens : de quelques conflits africains », *Critique internationale*, n° 6, hiver 2000.

L'EXPÉRIENCE SOCIALE COMME ARCHIVES DU CHERCHEUR

Commençons par une remarque méthodologique et épistémologique. Comme le lecteur s'en apercevra, une large part de ce dossier repose sur des récits de vie et des témoignages d'acteurs recueillis sur le terrain. Ce choix s'inscrit dans la continuité des recherches de « politique par le bas » publiées dans les colonnes de *Politique africaine*, mais aussi dans le cadre d'une tradition historiographique bien implantée en Afrique centrale, celle de l'histoire orale et des travaux sur la mémoire collective. Produit du hasard ou reflet de la spécificité des dynamiques sociales et politiques en Afrique centrale, depuis plus d'un demi-siècle les chercheurs qui y travaillent s'investissent dans l'exploration des archives non écrites du passé. De la « tradition orale » (redéfinie comme « *oral tradition as history* ») de Vansina à l'histoire immédiate de Verhaegen, jusqu'à l'intérêt actuel pour les récits de vie, les témoignages et la mémoire collective dont sont porteurs les produits de la culture populaire urbaine, il y a une continuité de position épistémologique reconnaissant à l'acteur le droit de parole. Alors que les approches et les techniques de la tradition orale et de l'histoire immédiate s'intéressaient principalement à la reconstruction de l'histoire politique, la démarche actuelle vise plus à rendre compte de l'expérience collective du présent et du passé tel qu'il en fait partie.

Ce dossier n'est pas un lieu de discussion épistémologique ou méthodologique. Soulignons simplement la place réservée dans pratiquement toutes les contributions aux « arts de faire » tels que les acteurs les rapportent, à l'expérience que ces derniers transforment en récit devenant source du savoir social local. Certains textes sont des témoignages, tels celui de Jacques Kabulo et de Léonard N'Sanda Buleli, d'autres s'appuient sur la rumeur, des bribes de témoignages, de récits d'expérience ou même des tracts pour comprendre ce qui échappe à la science sociale universitaire. Les dessins des élèves des écoles secondaires de Kindu, qui figurent ce qui les a particulièrement frappés au cours de la période de transition, la seule dont ils peuvent se souvenir, complètent ce dossier de mémoire de l'expérience sociale. Il est frappant de constater à quel point, dans tous ces documents, reviennent des points communs, des thèmes récurrents relatifs à la violence, à la prédation, mais aussi à la survie quotidienne. Apparaît aussi le sentiment dominant que la transition fut surtout l'échec de la plus récente tentative des Congolais de redevenir, comme tous les autres, des citoyens du monde culturel, politique, économique⁸.

**DE LA « GÉOPOLITIQUE », OU QUE RESTE-T-IL DU CONGO
CONSTRUIT COMME ARRIÈRE-PAYS DE KINSHASA ?**

Pour qui a fréquenté ce pays et les communautés congolaises expatriées, ce qui frappe tout d'abord, c'est la maigre place occupée par Kinshasa dans les images communes du conflit. Au terme des deux guerres de l'Est, est-on effectivement parvenu à un rééquilibrage du territoire national ? Kinshasa n'est-elle plus la seule zone qui compte sur le plan politique, et le triangle Lubumbashi – Likasi – Kolwezi n'est-il plus le poumon économique du pays ? Rien n'est moins sûr. Car il ne fait aucun doute, et l'article de Gauthier de Villers et Jean Omasombo Tshonda le montre bien, que Kinshasa se conçoit toujours comme la principale, sinon la seule zone utile du pays. Jadis opposé à cette vision des choses, Kabila père semble y avoir succombé à la fin de sa vie ; peut-être parce que son seul succès militaire, non attribuable à l'appui rwandougandais, lui est venu de la population de Kinshasa. Son fils, même s'il ne dispose d'aucune base politique personnelle, ou peut-être pour cette raison, cherche lui-même à se poser en leader national, redevable à aucune région particulière.

Joseph Kabila vient de nommer les gouverneurs de toutes les provinces du pays, y compris celles qui sont contrôlées par les mouvements d'opposition armée. De même, il a annoncé que le gouvernement central payerait les salaires des fonctionnaires de l'administration de ces régions alors qu'il n'arrive pas à le faire dans celles qui sont sous son autorité directe. Une tentative d'effectuer un tel paiement des salaires dans la zone contrôlée par le mouvement rebelle de J.-P. Bemba a d'ailleurs donné lieu à une saisie des sommes et à l'expulsion de ceux qui les avaient apportées. Comme le montre très bien Alphonse Maindo Mongo Ngonga dans sa contribution, pour une majorité de Kinois, cette guerre n'est pas la leur ; c'est celle des autres, des Kivutiens notamment. À entendre les Kinois interrogés lors de ses enquêtes, on a l'impression que c'est non seulement la guerre, mais aussi le pays tout entier qui est une malédiction pour les habitants de Kinshasa, lesquels se considèrent victimes d'une interminable et incompréhensible dispute entre les gens de l'Est.

8. On a beaucoup parlé, ces dernières années, de l'influence croissante du kiswahili au Congo, arrivé dans les bagages de l'AFDL. Mais on constate aussi que le français, *via* l'école et l'écrit, semble demeurer le dernier lien et peut-être le dernier espoir de revenir à la modernité, au monde. Par exemple, le paiement qu'effectuent les parents d'élèves afin que les écoles puissent fonctionner est désigné par un terme français, le « don », qui n'est pas traduit en swahili. Certains disent que c'est pour souligner la ressemblance de ce don à une taxe (le commentaire de l'auteur d'un dessin reproduit dans le dossier va dans ce sens). Mais ne faut-il pas aussi y voir la volonté de maintenir à tout prix un lien avec la modernité, avec le monde extérieur ?

C'est évidemment avoir la mémoire courte. C'est oublier que ce sont les décisions de la Conférence nationale souveraine (une institution dont ils sont fiers) concernant la nationalité congolaise qui constituent le point de départ du conflit en cours. Même s'il ne s'agissait que d'un prétexte opportun pour déclencher la rébellion de 1998, ce « trou de mémoire collective » est révélateur. Il y a un peu plus de deux ans, Kinshasa se voyait toujours au centre du pays. La défaite des *kadogo* face aux rebelles dits « tutsi » a offert aux Kinois une occasion unique de revanche. Les *kadogo* n'hésitaient pas à humilier les habitants de la capitale qui ne parlaient pas le swahili mais voilà que, sauvé en août 1998 par des Kinois plutôt que par ses soldats, L. D. Kabila est venu les remercier en personne, s'est adressé à eux en lingala (voir le texte de G. de Villers et J. Omasombo Tshonda), devenant ainsi Kinois en instance d'adoption. Kabila père assassiné, cette relation naissante privilégiée a été rompue : le fils réside certes à Kinshasa mais il n'est pas kinois. Bien au contraire, il ne cherche pas à l'être, à l'opposé de Lumumba, de Mobutu et même de son père (à partir d'août 1998), et se pose même en premier Congolais qui n'accorde aucun privilège spécial à la capitale.

Plus encore que son père, Joseph Kabila est handicapé par les langues qu'il ne pratique pas ou qu'il pratique mal, mais, contrairement à lui, il hésite, refuse même selon certains, de tirer profit d'un appui « naturel » lui venant du Katanga. Le fait qu'il ne s'est encore jamais rendu dans cette province, même pas pour les obsèques de son père, y est fortement ressenti. Cette réticence est-elle dictée par la nécessité d'arbitrer entre les différentes factions au sein de l'armée, par la recherche d'un équilibre entre les appuis angolais et zimbabwéen, ou par l'image internationale qu'il souhaite se donner ? En fait, il ne s'agit pas seulement de motifs politiques. Plusieurs indices attestent une profonde désaffection de la « société civile » organisée de Kinshasa à l'égard des organisations qui opèrent ailleurs dans le pays, en particulier au Kivu. Comme le montre Jean-François Ploquin dans son analyse du dialogue intercongolais, les organismes nord-américains qui encadrent certaines organisations de la société civile congolaise arrivent même à la reconnaissance *de facto* de ce divorce entre Kinshasa et l'*hinterland* en créant des représentations et des coordinations distinctes au Kivu.

Il est possible de soutenir que l'intérêt pour l'est du Congo, pour cette zone occupée par divers mouvements, principalement par le RCD-Goma, vient principalement du fait que les activités militaires y sont les plus intenses, surtout si l'on inclut à cette zone le Nord-Est et la ville de Kisangani. Sans aucun doute, les enjeux principaux de la paix – à notre avis plus que de la guerre – se trouvent là. Il y a peu de doute qu'aujourd'hui le Rwanda de Kagame constitue la clef d'une solution négociée, car le retrait de son armée du

Congo risque de coûter très cher au régime en place. Plus que pour l'Ouganda, et plus encore que pour le Zimbabwe du côté des alliés de Kinshasa, le contrôle du pouvoir au Rwanda dépend de la poursuite de l'occupation du Congo. On peut légitimement se demander si le régime de Kagame pourrait survivre au retrait de son armée du Congo. Stephen Jackson montre à quel point le pillage des matières premières et l'exploitation de la force de travail congolaise (des Kivutiens, dirait-on dans la région) contribuent à l'économie politique rwandaise. Il montre aussi que les rumeurs de pillage, tout autant que la réalité de celui-ci, participent d'une reconfiguration des rapports de force locaux et régionaux. Léonard N'Sanda Buleli, dans sa description du Maniema sous l'occupation du RCD, donne lui aussi des exemples du transfert des équipements publics vers le Rwanda. Certes, nous ne savons pas si l'équipement des hôpitaux pillés au Congo a servi à améliorer la qualité des services publics de santé au Rwanda ou s'il a été vendu au bénéfice des officiers et autres officiels rwandais. Plusieurs sources concordantes confirment cependant ce pillage de l'économie de l'est du Congo. Il est difficile de ne pas y voir, du point de vue local, une confirmation *a posteriori* de la rumeur initiale – datant de la première offensive de l'AFDL en 1996-1997 – qui présentait le Kivu comme victime du projet concerté d'implantation d'une zone d'hégémonie hima-tutsi dont les États-Unis seraient les complices. Stephen Jackson rattache cette psychose du complot, s'inspirant des *Protocoles des sages de Sion*, à une sorte de géographie ethnique réinventée, recoupant la présente carte politique. Il s'agit surtout d'une obsession du déterminisme historique, pour ne pas dire historiographique, qui s'alimente autant au mythe hamitique qu'à l'historiographie de la région que J.-P. Chrétien a très bien démystifiés⁹. Même si ce qui se passe sur le terrain est de plus en plus défini par l'action des jeunes, l'imaginaire politique y reste profondément prisonnier de ce que les adultes ont appris à l'école dans les années 1970, de même que l'imaginaire politique mobutiste l'était des livres de lecture de l'école missionnaire des années 1950-1960.

DES JEUNES, DES CADETS SOCIAUX ET DE L'INDISCIPLINE

Dans l'histoire contemporaine du Congo, les jeunes ont émergé à plus d'une reprise comme acteurs politiques, chaque fois pour se fondre dans la masse d'adultes accédant, avec plus ou moins de succès, à la catégorie sociale d'« aînés ». Sans qu'il soit utile de remonter plus loin que la seconde moitié du XIX^e siècle,

9. Voir notamment J.-P. Chrétien, « L'empire des Bacwezi : la construction d'un imaginaire géopolitique », *Les Annales ESC*, n° 6, 1985, pp. 1335-1377.

rappelons seulement que, partout dans la région, les bouleversements économiques, sociaux et politiques associés aux nouvelles formes d'articulation de l'économie mondiale marchande ont vu des milliers de jeunes partir sur les routes commerciales. Avec le temps, plusieurs sont devenus chefs de guerre, certains se sont ensuite alliés à l'État indépendant du Congo, les plus ambitieux ont été éliminés, d'autres intégrés dans la structure de l'administration indigène. Les recrutements pour les travaux d'infrastructure, pour l'économie minière naissante, etc., ont surtout reposé sur les jeunes hommes, sans oublier ceux qui furent enrôlés dans l'armée coloniale, la Force publique. N'Sanda Buleli rappelle cette continuité. Les premières années de l'indépendance ont été marquées par une nouvelle forme de mobilisation des jeunes dans les organisations de masse des partis politiques. À l'époque déjà, au sein des diverses rébellions, mais aussi des forces progouvernementales, les jeunes et les « cadets sociaux » menaient la lutte, pillaient, s'opposaient à l'ordre en place, mais au bout du compte s'efforçaient partout de chausser les bottes de ceux qu'ils traquaient. Par contraste, on a l'impression aujourd'hui que le but recherché par les jeunes, majoritairement encadrés par des adultes, qu'ils soient chefs politiques, militaires ou guérisseurs, est l'accélération du changement, un passage plus rapide des générations.

Sous la seconde République, avec la contestation étudiante permanente en toile de fond, le maréchal Mobutu, passé maître dans la manipulation politique, a longtemps maintenu une fluidité d'intégration des jeunes, qu'ils soient contestataires ou embrigadés dans les divers services de la répression. Lorsqu'on évoque les milices des années 1990, on a tendance à oublier que Mobutu a eu également recours à ces mécanismes, par exemple lors de la création de la garde civile dont parle L. N'Sanda Buleli. Les jeux d'argent (Bindo notamment), et plus tard les pillages initiés par des militaires adultes mais largement suivis par les jeunes citadins, ont donné à la jeunesse urbaine les dernières occasions d'accumuler les ressources indispensables pour accéder à la catégorie sociale d'adulte. À la même époque, à l'est du pays et surtout au Nord-Kivu, les milices d'autodéfense se mettaient en place dans un contexte qui préfigurait, depuis les années 1980, la situation actuelle. Ce qui sera qualifié de « géopolitique » – à savoir la décentralisation de la manipulation politique et la recherche de bases locales pour sécuriser des positions politico-économiques acquises dans un contexte d'épuisement de l'accumulation primitive opérée à partir du centre – a déjà été expérimenté dans le nord-est du pays. Il serait trop long d'en expliquer ici les raisons, qui se sont généralisées à tout le pays ; notons simplement que, dans l'Est, l'élite politico-économique d'origine kinyarwandophone (plusieurs de ses membres étant congolais de naissance, certains issus de l'immigration récente), fragilisée dans les cercles du pouvoir central,

a cherché à asseoir sa position régionale, ce qui a déclenché les fameux conflits fonciers. À ce phénomène, se sont ajoutées l'affirmation d'un groupe de commerçants en majorité d'origine nande et la croissance du trafic, surtout de l'or et du café, contre des biens manufacturés, dans le triangle formé par les frontières avec le Soudan et l'Ouganda. Les interventions de l'armée, privatisée par des officiers corrompus, des milices privées et divers groupes d'autodéfense qui se forment alors, sont un laboratoire de nouvelles formes de lutte où politique et économie se confondent, puisqu'il faut désormais financer personnellement l'action politique.

Dans une région où la croissance démographique est forte, alors que son économie stagne, et où les chances pour les jeunes d'entrer dans les circuits nationaux sont presque nulles, puisque le régime se méfie des gens de l'Est, il faut entrer dans le groupe des adultes par ses propres moyens. De nombreux acteurs politiques ont canalisé ce mouvement ; la dynamique politique le long des frontières de l'Est a créé de nouvelles opportunités, puis de nouvelles contraintes, avant d'y transplanter massivement ses conflits. L'opinion publique « kivuïtienne » considère aujourd'hui que seuls les jeunes Banyamulenge auraient été massivement recrutés par le FPR de Kagame pour revenir sous l'AFDL avant de devenir soldats du RCD. En fait, des récits de jeunes, certes ponctuels, font part d'une situation plus complexe, où l'engagement contre une solde de cent dollars par mois (plus souvent leurre que réalité) ne suivait pas des lignes ethniques aussi claires.

Frank van Acker, Koen Vlassenroot et Stephen Jackson apportent des renseignements précieux sur la situation actuelle, largement confirmés par divers témoignages qui circulent dans de nombreux réseaux de contact entre la diaspora du Kivu et du Maniema et les parents restés dans la région. La violence de nature militaire (participation à des milices, coups de force contre l'occupant, etc.) constitue une forme d'activité de survie autant qu'un acte de résistance et une stratégie de promotion individuelle. À l'inverse des catégories usuelles, participer à l'extraction et/ou au commerce de l'or, du coltan, de la cassitérite, peut constituer une action politique, au moins du point de vue de certains acteurs. Il y a quelques mois, par exemple, des groupes *maï-maï* ont interdit ces activités au Maniema, considérant, non sans raison, que l'occupation rwandaise en tirait sa principale raison d'être et l'exerçait par les seuls moyens à sa disposition, la violence et l'assassinat. Dans d'autres circonstances, ces mêmes groupes, et à plus forte raison des individus qui sont un jour miliciens, le lendemain « creuseurs », en faisaient une activité « patriotique ». La seule conclusion possible, profondément décevante du point de vue de l'épistémologie de la recherche, met l'accent sur la fluidité des tactiques, l'adaptation constante, l'impossibilité de trancher sur la nature de ce que font actuellement

les jeunes. Nous assistons à une remise en question profonde de toutes les règles, catégories, frontières. S'agit-il de sociétés organisées qui se liquéfient, qui observent impuissantes n'importe qui faire n'importe quoi sans craindre de sanction ni même de réprobation ? Faut-il au contraire y voir une étape de la domestication du capitalisme libéral, qui n'est plus soumis au contrôle externe¹⁰ ?

Il ne faut pas nous leurrer. Le libéralisme du marché n'a jamais été coupé de la politique, le *Far West* qu'évoque Stephen Jackson en témoigne autant que les tragédies balkaniques, et c'est le plus fort, ou le *komona clair* (le plus rusé, comme disent les Kinois cités par F. van Acker et K. Vlassenroot), qui réussit à protéger ses gains. Si les mesures de protection/extorsion dont ils disposent sont efficaces, ils auront aussi tendance à les vendre¹¹. Déjà sous Mobutu, au Zaïre, mais aussi au Burundi et au Rwanda, la position politique était « sécurisée » par des actions de nature économique. L'exploitation dite artisanale des diamants congolais – qui était, depuis les années 1990, la principale source de devises (dollars) pour l'économie congolaise – en est la meilleure illustration¹².

Les jeunes en premier lieu, mais tous les acteurs sociaux vivant en Afrique centrale ex-belge, n'ont plus de lieu propre à partir d'où des stratégies pourraient être construites et défendues. Seuls les anciens barons d'un régime, ou encore des intellectuels/politiciens disposant respectivement du capital financier ou de relations auprès des institutions internationales, réfléchissent en termes de stratégie. Ils sont cependant de plus en plus déconnectés des réalités locales, structurées par des affrontements sans cesse renouvelés et des tactiques politiques où aucun engagement ne résiste à l'attrait d'un gain immédiat. Est-ce une anarchie porteuse de tragédies, comme le croit R.D. Kaplan¹³ ? Est-ce un laboratoire où les tragédies humaines accouchent sous nos yeux d'une modernité alternative qui, à terme, « provincionnaliseront » le capitalisme libéral et son cadre démocratique de tradition occidentale ?

Ce dossier n'a pas l'ambition d'apporter une réponse à ces questions. Son principal intérêt vient du fait que ses auteurs s'attèlent à la tâche, difficile, mais indispensable, de décrire sans parti pris épistémologique ni moral des actions politiques et économiques dont le principal dénominateur commun est l'indiscipline, concept cher à Achille Mbembe¹⁴. L'expérience collective de la traite, de la colonisation, des dictatures postcoloniales, a fait de l'indiscipline une puissante arme de survie physique, politique et culturelle. À long terme, toutes ces dominations ont implosé sous l'impact de l'indiscipline, laissant néanmoins des femmes et des hommes de plus en plus collectivement démunis, de plus en plus dépendants de cette arme du pauvre afin de préserver leur humanité. Quelles sont les conditions pour que l'indiscipline, érigée par

des jeunes (faut-il plutôt reprendre le terme, jadis à la mode dans l'anthropologie économique, de « cadets sociaux » ?) en unique art de survie, puisse se transformer en force sociale et en politique constructive ? Pour pouvoir répondre à ce défi, il faudra sans doute, dans un autre dossier et avec une participation encore plus forte de jeunes intellectuels congolais, regarder du côté de la culture qui, autant que l'économie du coltan ou que la circulation des armes, met le local à l'heure du global ■

Richard Banégas, université Paris-I Panthéon-Sorbonne

Bogumil Jewsiewicki, Celat, université Laval, Québec

10. Voir les contributions de F. De Boeck et de J. et J. Comaroff au dossier « Enfants, jeunes et politique », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000 .

11. Un excellent reportage de B. Harden (« The dirt in the new machine », *The New York Times Magazine*, 12 août 2001, pp. 35-39) sur l'exploitation du coltan en Ituri confirme et élargit sur ce point les propos de S. Jackson.

12. Voir L. Monnier, B. Jewsiewicki et G. de Villers (dir.), *Chasse au diamant au Congo/Zaire*, Tervuren, Paris, Institut africain-Cedaf, « Cahiers africains », n° 45-46, 2000, ainsi que le débat autour de cet ouvrage dans les pages qui suivent.

13. R. D. Kaplan, « The coming anarchy », *The Atlantic Monthly*, février 1994.

14. A. Mbembé, *De la postcolonie*, Paris, Karthala, 2000.